

Les mesures « anti-crise » du capitalisme américain

L'économie américaine a vu s'accroître au cours des dernières semaines la récession qui l'a atteinte dans le dernier trimestre de 1957. Le nombre des chômeurs s'est élevé à 5 millions. L'administration d'Eisenhower, par la voix même de ce dernier, a manifesté un optimisme que ne partagent pas les milieux capitalistes et les économistes américains. L'inquiétude se répand aussi parmi les capitalistes du monde entier. Car une dépression accentuée de l'économie américaine aggraverait les conséquences déjà sensibles de la dépression dans plusieurs pays. En France, s'il est vrai que la question de la guerre d'Algérie prend le pas sur tout autre problème, l'économie serait aussi affectée par la conjoncture dans laquelle se trouverait l'économie américaine.

On sait que, depuis la crise de 1929, le

capitalisme américain a recouru à des mesures « anti-crise » chaque fois qu'il voit son économie menacée. Ces mesures ont eu des résultats positifs dans la mesure où les conditions d'une crise majeure ne se sont pas trouvées remplies jusqu'à présent depuis la fin de la guerre. Mais, maintenant pour la première fois, les cercles dirigeants de l'économie et de la politique américaines sont perplexes à ce sujet. Nous reproduisons ci-dessous la partie du rapport présenté par le camarade Pablo au 20^e Plenum du Comité Exécutif de la IV^e International sur les mesures « anti-crise » envisagées et sur leurs effets possibles.

Ce rapport paraîtra intégralement dans le prochain numéro de « Quatrième Internationale » en avril.

De quelle manière l'impérialisme pense-t-il réagir à la « récession » qui a commencé et éviter qu'elle ne se transforme en véritable crise?

Nous avons maintenant des indications suffisantes pour répondre à cette question, qui confirment les principales idées développées en cette matière dans le document du 5^e Congrès Mondial « Perspectives économiques et politiques internationales ». Le principal moyen de l'impérialisme pour redresser la situation sur le plan économique est naturellement d'enrayer l'approfondissement de la « récession » aux Etats-Unis même, dont l'économie détermine très étroitement celle de l'ensemble du monde capitaliste.

Le cas est actuellement même plus caractéristique que pendant la récession 1953-1954, où l'économie européenne a pu se développer pendant un certain temps en dépit de la récession de l'économie américaine, et aider en quelque sorte cette dernière à se redresser plus vite. Actuellement, la prospérité même immédiate de l'économie européenne dépend de sa possibilité de continuer à exporter aux Etats-Unis et au Canada ainsi que dans les pays semi-coloniaux et dépendants.

D'autre part, ces derniers ne pourront maintenir leurs exportations que si leur balance commerciale avec les Etats-Unis s'améliore grâce à un relèvement des prix des matières premières et des produits agricoles, relèvement que seul le dynamisme restauré de l'économie américaine pourrait provoquer.

Or un approfondissement de la récession aux Etats-Unis risque de limiter les importations américaines et de maintenir la pression déflationniste sur les prix des matières premières et les produits agricoles.

Ainsi la question de l'avenir immédiat de l'économie capitaliste mondiale se résume à celle de l'économie américaine. Or, le moyen principal par lequel celle-ci s'efforce actuellement d'échapper à l'engrenage de la « récession » est celui d'une nouvelle et importante augmentation des dépenses budgétaires, principalement des dépenses militaires.

La preuve est ainsi faite, une nouvelle fois, que le « miracle » américain n'est viable que grâce à ces injections artificielles, de temps à autre, et à des doses qui en réalité vont croissant.

Le nouveau budget américain 1958-1959 prévoit une augmentation de 2,1 milliards de dollars de dépenses, mais le chiffre que nous devons retenir est celui d'une augmentation des dépenses militaires de plus de 4 milliards de dollars, grâce à des « économies » faites par ailleurs qui comporteront la diminution de la construction des écoles et des hôpitaux, l'abandon de divers travaux publics, la réduction de l'aide aux fermiers, le relèvement des tarifs postaux, etc. Des réductions plus importantes dans toutes sortes de dépenses d'ordre social sont d'autre part recommandées pour les années à venir. « Economie » et « discipline » du secteur des dépenses civiles et

sociales sont les caractéristiques du nouveau budget de guerre de l'administration républicaine. Il faut s'attendre également à une tentative de blocage des salaires, qu'Eisenhower a déjà fortement recommandé dans son message économique du 20 janvier. Les U.S.A. entrent ainsi à leur tour dans « l'ère de l'austérité ».

Il n'est pas du tout exclu que les dépenses militaires ne soient augmentées encore plus par le Congrès, et les « économies » par ailleurs aggravées. En effet les dirigeants démocrates du Sénat ont déjà critiqué la « timidité » du budget militaire. Quant aux conseillers écoutés de l'administration républicaine, à la Rockefeller, ils n'ont pas hésité à proposer une augmentation progressive du budget militaire d'ici quatre ans de 30 milliards de dollars supplémentaires! (plus 3 la première année, plus 6 la 2^e, plus 9 la 3^e et plus 12 la 4^e) (Recommandations de la Commission Rockefeller).

Un autre chiffre important à retenir pour les prévisions économiques aux Etats-Unis cette année est celui des dépenses militaires cash sous forme de commandes de production escomptées pour 1958: 6 milliards de dollars par rapport à celles de 1957 (soit l'équivalent des pertes enregistrées par la diminution de la production dans le dernier trimestre de 1957, ou de la réduction dans la demande totale des biens et des services, résultant du fléchissement des investissements en 1958). Parallèlement à ce stimulant on assiste à une nouvelle « libéralisation » de la politique du crédit, à des assouplissements boursiers, ainsi qu'à une aide accrue aux exportations (400 millions de dollars pour 1958).

Il est naturellement difficile de prédire avec certitude si toutes ces mesures d'une ampleur déjà importante suffiront à enrayer la « récession ». Nous pensons quant à nous qu'elles sont encore insuffisantes et qu'elles ne contrebalanceront pas adéquatement la diminution du pouvoir d'achat qui résulte du développement déjà important du chômage, de la réduction de l'aide aux fermiers, et en général des nouveaux progrès inévitables de l'inflation. D'autant plus que le patronat, aidé par le gouvernement, se prépare à repousser les augmentations de salaires.

D'autre part, l'effort militaire particulier en direction des fusées (au détriment de tout autre armement), s'il favorise certaines branches industrielles, risque d'aggraver le déclin d'autres branches qui emploient plus de matières premières et plus de personnel.

Egalement, la tentative de l'impérialisme américain « d'exporter » en quelque sorte sa crise industrielle et agricole, ne pourrait qu'aggraver les difficultés aussi bien que l'industrie européenne que de l'économie agricole et des matières premières des pays semi-coloniaux et dépendants.

Pour toutes ces raisons nous pensons que la « récession » qui a commencé peut s'avérer beaucoup plus difficile à surmonter aussi relativement vite que par le passé, et en tout cas plus sérieuse que celle de 1949-1950 ou celle de 1953-1954.

Des plaisanteries de Don Camillo à la nostalgie de l'Inquisition

Il n'y a que quelques années, un succès de librairie fut assuré aux « aventures de Don Camillo »; il ne s'agissait pas d'une œuvre de valeur littéraire, mais d'un sournois appui donné à l'Eglise. Les rieurs n'étaient-ils toujours pas finalement du côté du curé contre le communisme? Mais les choses ont en Italie quitté le terrain de la plaisanterie.

L'Eglise catholique qui y occupe une place considérable se permettait de plus en plus de choses, et le gouvernement démocrate-chrétien se montrait de plus en plus soumis aux désirs du Vatican. Mais tant va la cruche à l'eau... Un incident a suffi à créer un conflit qui peut prendre de l'envergure. On connaît les déclarations lues en chaire de l'évêque du Prato, et la sentence du procès de Florence qui s'ensuivit. Bien que cette sentence soit légère, le Vatican tout entier s'est senti atteint; plus précisément, le caractère insignifiant de l'amende ne faisait que donner plus de portée à la condamnation.

Et maintenant survient l'affaire Peyrefitte. Nous n'avons malheureusement pas la place pour traiter comme il conviendrait les œuvres de cet écrivain dans lesquelles il montre tout ce que la façade « spirituelle » du Vatican dissimule comme intérêts, aussi bien de politique internationale que de combinaisons financières et mercantiles très rentables. « Les noms, les dates, les faits, les scènes, les textes cités sont authentiques », déclare cet auteur en tête d'un de ces livres. Aussi le Vatican, qui ne peut plus employer comme jadis l'Inquisition, demande-t-il à la justice italienne de frapper.

Ces querelles sur la question de la place respective de l'Eglise et de l'Etat déforment dans une certaine mesure les rapports sociaux et les contradictions véritables qu'ils contiennent. Néanmoins, et bien que nombre de participants, tels Peyrefitte, affirment même agir pour le plus grand bien de l'Eglise en laquelle ils ne voudraient voir qu'une puissance uniquement spirituelle, ces querelles servent à montrer la place de l'Eglise dans l'ordre social au service du capital et peuvent constituer d'importants moments dans la lutte sociale.

On nous prie d'insérer:

ARGUMENTS N° 6

Le Roman contemporain: La disparition du personnage (B. Pingaud). — Il n'y a pas d'école Robbe-Grillet (R. Barthes). — Roman et Culture (J. Duvignaud).

Le Communisme après Staline: Deux réquisitoires contre le « Communisme » (D. Guérin). — Le « Communisme National » (P. Naville). — Perspectives d'évolution du Communisme (F. Fejtö).

Economie et Société: L'accumulation (B. Cazes). — Discussion sur le capitalisme contemporain (T. Munzer, B. C.).

Biologie: Mutations dirigées et hérédité de l'acquis (J.-P. Aron).

Abonnements (6 numéros): 600 fr. — Soutien: 1.500 francs. — Etranger: 800 fr. C.C.P. Editions de Minuit Arguments, Paris 180-43, 7, rue Bernard-Palissy. Le numéro: 130 francs (il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant très réduite).

SOUSCRIVEZ A

la Vérité des travailleurs

Son CCP 6965-68 Paris